BLOC Québécois

Plateforme électorale

Saint-Hyacinthe—
Bagot—Acton

VOIR PLUS LOIN
VOIR PLUS GRAND

Le Québec d'aujourd'hui a été bâti par des hommes et des femmes qui voyaient plus loin et plus grand que les impératifs politiques du quotidien.

C'est par vision, et non par recherche de capital politique, que les géants de la Révolution tranquille ont fait de nous les seuls propriétaires de notre électricité, nous ont dotés d'institutions financières à la fine pointe et ont renversé la sous-éducation dramatique de notre peuple.

Ils ne se sont pas laissé distraire de leurs objectifs, qui n'allaient porter fruit que des années, voire des décennies plus tard.

Le gouvernement libéral de Mark Carney, quant à lui, a perdu ses repères dans le contexte de la crise tarifaire.

En pleine crise climatique, il a cumulé les reculs en matière d'environnement de manière à rendre impossible l'atteinte de ses objectifs de carboneutralité d'ici 2050.

Alors que le Québec fait face à des crises du logement et de l'itinérance sans précédent, alors que notre système de santé est en grave difficulté, le gouvernement Carney investit au minimum 40 milliards de dollars d'argent des contribuables pour offrir un pipeline flambant neuf aux compagnies pétrolières, dont les propriétaires sont en majorité Américains.

Alors que la diversité des expressions culturelles est menacée par l'hégémonie américaine, Mark Carney a exempté les géants américains du numérique de toute contribution au financement de la culture québécoise, dont l'avenir est en jeu.

En pleine crise tarifaire, Ottawa tente de concentrer davantage de pouvoirs inédits entre ses mains, alors qu'il devrait plutôt se concentrer sur le soutien adéquat à nos entreprises et à nos travailleurs.

Alors que le Québec cherche à étendre ses ailes, Mark Carney cherche à rapetisser notre place dans le monde en éteignant notre voix à l'international, en réduisant notre poids démographique et en s'immisçant dans nos champs de compétence.

Les libéraux ont perdu le cap en ce qui concerne les crises à long terme et ils sont plus déconnectés que jamais des priorités québécoises avec un premier ministre qui nous connaît bien mal.

Soyons clairs : la majorité en Chambre des libéraux n'est pas menacée par ces élections. Les intérêts du Québec le sont.

Les Québécois et les Québécoises sauront voir plus loin et voir plus grand.

- Yves-François Blanchet



VOIR PLUS LOIN VOIR PLUS GRAND POUR SAINT-HYACINTHE—BAGOT—ACTON

Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton est une région de gens fiers. Des travailleurs et travailleuses avec un grand «T». Des communautés engagées. Des innovateurs, des innovatrices; des gens qui n'ont pas besoin qu'on leur dise quoi faire pour s'activer.

Quel bonheur d'être candidate du Bloc Québécois ici, cœur de l'écosystème agricole et agroalimentaire, haut lieu de recherche et de formation, grenier du Québec. Je m'engage à être une députée de terrain, à votre écoute. Mais je m'engage aussi à être une femme d'action qui défendra sans compromis vos intérêts. Je serai une partenaire fiable du gouvernement du Québec et des municipalités face à des libéraux fédéraux qui ne veulent pas voir le Québec prendre de la force.

J'ai choisi le Québec et Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton. Je souhaite porter les principes qui nous animent comme Québécois et Québécoises dans le but de nous défendre des politiques libérales qui profitent à d'autres que nous.

J'ai décidé de m'impliquer en politique avec le désir sincère de contribuer à la prospérité et au bien-être des gens, des entreprises et des organismes communautaires de Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton. Après avoir fait de la représentation d'intérêts agricoles et commerciaux toute ma carrière, ici comme à l'international, je souhaite mettre ma passion, mon expérience et mes capacités d'influence à votre service.

Le Bloc Québécois a bien servi la région, notamment lorsqu'un de nos projets de loi a interdit toute future brèche à la gestion de l'offre dans les négociations commerciales du Canada. Continuons ce bon travail.

Je suis convaincue du rôle exceptionnel que doit jouer notre région dans la souveraineté alimentaire du Québec. L'écosystème agricole et agroalimentaire qu'a développé Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, incluant la formation, la recherche, le développement d'une technopole d'innovation de calibre mondial, notre agriculture durable et notre transformation à la fine pointe de la technologie font de nous des incontournables à l'échelle planétaire.

Nous devons continuer de soutenir ce pôle face aux nombreux défis actuels et contribuer à son rayonnement, ici et ailleurs.

Nous devons mieux accompagner nos PME mises à mal par la crise tarifaire et par des politiques fédérales déconnectées des régions. Et pas juste au démarrage, mais à toutes les phases de développement.

Nous devons nous battre pour éviter que le fédéral ne coupe en santé, comme il s'engage à le faire dans son budget.

Nous devons être solidaires face à la hausse du coût de la vie, qu'il s'agisse des aînés et des aînées qui ne reçoivent pas la pleine pension de vieillesse qu'ils méritent ou des familles confrontées à la hausse du prix des logements et des habitations. Pensons aussi à la crise de l'itinérance, que nous ne croyions jamais connaître dans la région.

Nous devons nous tenir debout pour la protection de l'environnement, de la culture québécoise et de notre belle langue française, trois dossiers dans lesquels la nation québécoise ne peut compter que sur elle-même.

Voyons plus loin et plus grand pour Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton!

.



Caroline Émond
Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton





Voir plus loin

POUR NOTRE AGRICULTURE ET NOTRE AGROALIMENTAIRE

L'agriculture, mais aussi la recherche, la formation et la transformation, forment le cœur économique de notre région. Le Bloc Québécois a démontré qu'il était le plus fiable allié de l'agriculture et de l'agroalimentaire avec son combat de longue haleine pour faire interdire toute nouvelle brèche à la gestion de l'offre dans les accords commerciaux. Nous continuerons de travailler main dans la main avec le milieu pour protéger notre agriculture à échelle humaine, promouvoir nos produits de haute qualité, la transformation locale et stimuler l'innovation.

- Le Bloc Québécois s'opposera à toute concession à Washington qui permettrait l'entrée de plus de produits laitiers américains sur les tablettes de nos détaillants.
- Nous militerons pour qu'il ne soit plus possible pour les Américains d'exporter des produits au Québec lorsqu'ils contiennent des pesticides, des additifs ou toute autre substance lorsqu'elles sont interdites chez nous.
- Nous proposerons davantage de soutien temporaire pour les industries touchées par le prix élevé des carburants dans les conflits récents, notamment l'agriculture et le transport, mais sans s'y limiter.
- Nous réitérerons le rôle essentiel joué dans ces secteurs par les travailleurs étrangers temporaires.
- Nous soutiendrons le développement de Saint-Hyacinthe en tant que zone d'innovation agroalimentaire de calibre international avec tous les partenaires nécessaires, localement comme à travers la diplomatie.
- Nous proposerons de soutenir la relève agricole et de lutter contre la spéculation, notamment en promouvant la reprise des terres en friche.
- Nous réclamerons que davantage de fonds en recherche et développement soient offerts dans le secteur de l'agroalimentaire et de l'agriculture.

Voir plus grand
POUR NOTRE ÉCONOMIE

La crise tarifaire sévit toujours. Le soutien fédéral, lui, se fait toujours attendre dans plusieurs secteurs économiques, notamment dans Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton. Notre économie est d'un dynamisme admirable, mais le fédéral pourrait en faire plus. Les gens d'ici voient grand. Aidons-les à atteindre leur plein potentiel.

- Nous exigerons davantage de soutien face à la crise tarifaire pour les PME, notamment dans le domaine de la transformation, qui sont oubliées par les programmes fédéraux. Nous travaillerons également à ce que cette aide prenne d'autres formes que des prêts pour éviter d'accabler des entreprises déjà endettées.

- Nous surveillerons de près l'intention annoncée le 6 novembre par Ottawa de convoquer une réunion avec Québec et ses homologues provinciaux afin de « mieux adapter le Programme de travailleurs étrangevrs temporaires aux besoins des communautés rurales », tout en réitérant qu'il serait préférable et plus efficace que le Québec soit le seul maître à bord dans ce dossier.

- Nous exigerons que des sommes soient rendues disponibles pour une subvention salariale visant à protéger les travailleurs et leur lien d'emploi en cas de mises à pied causées par les tarifs.

- Nous réclamerons une réforme globale de l'assurance-emploi, entre autres pour les travailleurs saisonniers, une promesse libérale qui est pelletée par en avant depuis 2015.

- Nous travaillerons à ce que la fusion annoncée entre la Banque de développement du Canada et Exportation et développement Canada soit l'occasion de créer un poste de service unique, efficace et accessible pour nos entreprises, et non une structure bureaucratique encore plus lourde et sans leadership. Nous militerons également pour le maintien du siège social à Montréal.

- Nous exigerons une bonification du fonds pour le transport en commun et nous travaillerons avec tous les intervenants nécessaires pour bonifier l'offre de transport collectif de qualité à Saint-Hyacinthe, notamment les liens interrégionaux. Le fédéral ne doit pas mettre toute sa marge de manœuvre dans le projet de TGV d'Alto sur la Rive-Nord.

- Nous ferons la promotion du très populaire cyclotourisme en travaillant avec les intervenants concernés, dont le Canadien Pacifique, pour enfin compléter la piste cyclable Saint-Hyacinthe-Stanbridge.



Voir plus loin
POUR LA SANTÉ

Dès l'an prochain, Ottawa met en place les conditions d'une nécessaire crise entre le fédéral et le Québec. Dans son budget, Mark Carney annonce des coupes en santé. En effet, Ottawa coupe dès 2028 son indexation des transferts en santé au Québec de 5 % à 3 %, alors que le Québec souhaite au contraire une hausse à 6 %. Concrètement, cette coupe en santé fédérale entraînerait un manque à gagner de 14 milliards de dollars sur cinq ans pour les soins de santé au Québec. C'est plus que le déficit du Québec au grand complet !

- Nous nous battrons corps et âme contre la volonté libérale de couper en santé. C'est la priorité des Québécois et des Québécoises. Un gouvernement qui coupe en santé n'est pas digne de parler au nom de Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton.



Voir plus grand

POUR UNE VIE PLUS ABORDABLE



Toute la circonscription est actuellement affligée par la hausse du coût de la vie. Le Bloc Québécois propose quelques mesures concrètes pour mieux soutenir la population. Mais il faut aussi considérer que, tant les Actonniens et Actonniennes que les Maskoutains et les Maskoutaines, n'échappent pas à la difficulté de se loger à un prix raisonnable et qu'il s'agit de la principale hausse de prix pour plusieurs. C'est aussi avec stupéfaction que nous constatons que la crise de l'itinérance survient aussi dans notre région. Les gouvernements, incluant celui d'Ottawa, montrent des signes d'ouverture à régler ces problèmes, mais les gestes ne suivent pas toujours les paroles. Par exemple, le dédoublement des programmes québécois et fédéraux en itinérance cause de l'inefficacité dans la livraison de services. La construction de logements via le programme Maisons Canada connaît aussi des retards importants et seuls 14 % des projets sont au Québec, nettement sous notre juste part.

- Nous continuerons notre lutte pour que les aînés de 65 à 74 ans obtiennent la hausse de pension de vieillesse de 10 % qu'ils méritent. C'est une question de justice : il ne devrait pas y avoir deux classes d'aînés dans Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton.

- Nous réclamerons l'abolition de la TPS sur les biens usagés, une mesure qui abaissera évidemment le coût de la vie, mais qui facilitera l'économie circulaire et réduira l'impact de notre consommation.

- Nous travaillerons avec le gouvernement du Québec pour exiger le transfert sans condition des sommes investies en itinérance et en logement, afin que les mises en chantier se fassent plus rapidement et que les programmes soient plus simples à mettre en œuvre.

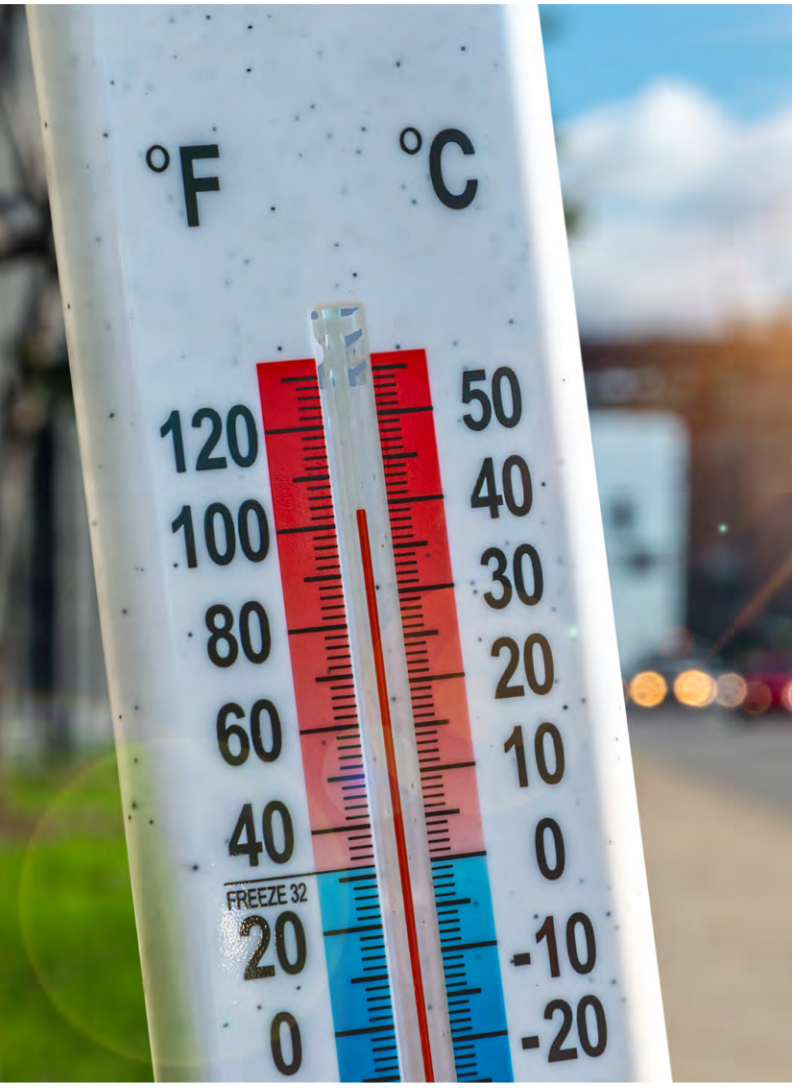
- Nous travaillerons, avec des transferts sans condition du fédéral, à faire passer la part de logements hors marché à 20 %.

- Nous proposerons que les parents souhaitant aider leurs enfants à devenir pour la première fois propriétaires puissent utiliser le Régime d'accession à la propriété de leurs REER.



- Nous proposerons de ralentir le phénomène des « flips » immobiliers en haussant à deux ans la période durant laquelle un propriétaire doit conserver une propriété pour bénéficier de l'exemption de gain en capital sur les profits de la vente, en maintenant les exceptions existantes.

- Nous travaillerons à ce que les investissements fédéraux en logement soient automatiquement accompagnés de hausses de financement pour les infrastructures municipales requises, par exemple le traitement des eaux usées, l'électricité, etc.



Voir plus grand
EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Le gouvernement libéral a complètement abandonné la lutte aux changements climatiques. Pourtant, quiconque connaît un agriculteur sait bien que les dérèglements du climat existent et qu'ils ont de lourds impacts chaque année. Ce n'est pas le moment d'investir des milliards de dollars d'argent des Québécois dans des pipelines dans l'Ouest canadien. L'heure est plutôt à l'adaptation climatique.

- Nous travaillerons à bonifier les programmes de gestion des risques, comme Agri-Stabilité pour mieux épauler nos agriculteurs face aux changements climatiques et aux risques commerciaux ainsi que pour récompenser les pratiques environnementales innovantes.
- Nous nous opposerons à tout investissement d'argent des Québécois dans des projets d'énergies fossiles et exigerons que ces sommes soient rapatriées dans les infrastructures municipales et dans le transport collectif.
- Nous talonnerons les libéraux pour qu'ils annulent leurs reculs afin d'avoir une moindre chance d'atteindre leurs propres objectifs de réduction des gaz à effet de serre.
- Nous poursuivrons notre lutte contre le projet de loi C-39, qui permet au gouvernement fédéral de désigner des régions entières dites « d'intérêt national » pour y suspendre l'application des règles environnementales, incluant dans des terres agricoles. Il permet aussi de donner le feu vert à des projets, par exemple de pipelines, sans attendre l'évaluation environnementale.







Voir plus loin

POUR LA NATION QUÉBÉCOISE

Tant que le Québec n'est pas encore un pays, le Bloc Québécois devra défendre vivement et sans compromis les intérêts de la nation québécoise face à un gouvernement libéral qui nous connaît mal et qui ne reconnaît pas nos aspirations.

- Nous militerons pour que les sommes investies au nom de la Loi sur les langues officielles au Québec soient investies pour la protection et la promotion de la langue française, et non pas de l'anglais, comme c'est actuellement le cas. Depuis 1995, Ottawa a investi plus de deux milliards de dollars pour la langue anglaise au Québec, qui n'est pas menacée.
- Nous déposerons un projet de loi pour protéger l'exception culturelle dans les accords commerciaux afin d'éviter que Mark Carney ne capitule encore une fois devant les Américains.
- Nous exigerons le rétablissement des redevances exigibles par le CRTC aux plateformes américaines de diffusion, comme Netflix annulées par Mark Carney pour plaire à Donald Trump.
- Nous réclamerons la réinstauration de la taxe sur les services numériques et la redirection des montants récoltés vers un fonds destiné à la culture et aux médias d'information, incluant l'information régionale et locale.
- Nous défendrons sans relâche la capacité de l'Assemblée nationale du Québec d'adopter ses propres lois de manière démocratique, y compris avec la clause dérogatoire.
- Nous nous opposerons catégoriquement aux libéraux, qui contestent la loi 21 sur la laïcité de l'État québécois en Cour suprême ainsi que le recours à la clause dérogatoire, en plus de s'engager à en faire de même avec la loi 96 et la Charte de la langue française si la contestation devait se rendre plus loin.
- Nous militerons pour que le Québec puisse mener ses propres relations internationales dans ses champs de compétence parce que nous seuls pouvons réellement parler en notre propre nom.
- Nous utiliserons l'accès privilégié aux corps diplomatiques qu'ont les élus à Ottawa pour faire la promotion du Québec dans le monde et du rôle qu'il serait appelé à jouer en tant que pays.

VOIR PLUS LOIN
VOIR PLUS GRAND

BLOC Québécois

Autorisé par l'agent officiel du Bloc Québécois.